



RAPPORT DE VALEUR SOCIALE 2021-2022



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE[™]

Aider les familles. Protéger les enfants.



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE ^{MC}

Aider les familles. Protéger les enfants.

615, chemin Academy

Winnipeg (Manitoba), Canada • R3N 0E7

Téléphone : 204 945-2083 • Sans frais : 800 532-9135

Courriel : info@protegeonsnosenfants.ca

Site Web : protegeonsnosenfants.ca

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Nous tirons notre financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au CCPE ou vous renseigner sur les possibilités d'emploi chez nous, communiquez avec notre siège social.

© 2022, Centre canadien de protection de l'enfance inc. Tous droits réservés.

« Cyberaide!ca », « Priorité Jeunesse » et « enfants avertis » sont des marques de commerce du Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) déposées au Canada. « CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE », « Projet Arachnid » et « Alertes Cyberaide!ca » sont utilisés au Canada comme marques du CCPE. Toutes les autres marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs, et leur mention ici ne constitue aucunement une marque d'approbation ou d'affiliation.

Le CCPE a le droit ou la permission d'utiliser toutes les images figurant dans ce rapport ou pense sincèrement que leur utilisation bénéficie de l'exception pour usage loyal. Les photos de banque d'images montrent des mannequins et servent à illustrer le propos. Pour les photos prises par des tiers et les articles de presse, l'auteur est mentionné dans la mesure du possible, et le CCPE ne revendique aucun droit d'auteur sur ces photos ou articles de presse. Les tweets sont reproduits tels qu'ils apparaissent sur Twitter^{MD} avec la date de publication. Lorsqu'une photo accompagne un tweet, on présume qu'elle appartient au titulaire du compte sur lequel le tweet a été publié, à moins que la source soit mentionnée dans le tweet. Les messages publiés sur les médias sociaux sont reproduits tels quels et leur reproduction n'équivaut nullement à un cautionnement de la part du CCPE. Les appellations d'emploi et les titres de fonction de certaines personnes citées pourraient avoir changé durant la période écoulée entre la rédaction du rapport et sa publication. Toutes les autres marques ou dénominations commerciales citées dans ce rapport appartiennent à leurs détenteurs respectifs.

Les termes « partenaire » et « partenariat » sont utilisés au sens général et ne supposent en rien l'existence d'un partenariat légal entre le CCPE et une tierce partie.

Statistiques : Sauf indication contraire, les statistiques et les chiffres mentionnés dans ce rapport ont été compilés par le CCPE à partir des données dont il dispose et couvrent la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022. Des efforts raisonnables ont été faits pour assurer l'exactitude et l'exhaustivité des données.

QUI NOUS SOMMES

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Il veut réduire l'exploitation et les abus sexuels d'enfants et offre à cette fin des programmes, des services et des ressources aux familles, aux éducateurs, aux organismes de services à l'enfance et aux forces policières du Canada ainsi qu'à d'autres intervenants.

Cyberaide!ca^{MD} – la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet – relève aussi du CCPE, de même que Projet Arachnid, une plateforme Web qui détecte les images d'abus pédosexuels connues sur le Web visible et le Web clandestin et qui envoie des demandes de suppression aux hébergeurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Kathie King, *présidente*

Janet Sigurdson, *deuxième vice-présidente*

D^{re} Deborah Lindsay, *secrétaire*

Michael Susser, *trésorier*

John Wiens, *ancien président*

Brian Brown

Laura Mills

Alan Scott

Sue Snider

Brian Tario

Peter Henschel

Jennifer Mann

Matthew Pilloud

La lieutenant-gouverneure du Manitoba,
l'honorable Janice Filmon, C.M., O.M., LL.D.,
marraine du CCPE

ÉQUIPE DE DIRECTION

Lianna McDonald, *directrice générale*

Signy Arnason, *directrice générale adjointe*

Noni Classen, *directrice de l'éducation*

Lloyd Richardson, *directeur informatique*

Stephen Sauer, *directeur de Cyberaide.ca*

Monique St. Germain, *avocate générale*

Kristin Olson, *directrice des finances et de l'administration*

Jacques Marcoux, *directeur de la recherche et de l'analyse*

Gord Mackintosh, *directeur des relations gouvernementales*



AVANT-PROPOS

Dans les 36 heures qui ont suivi le dévoilement de notre tout premier rapport sur les données de Projet Arachnid, en juin, une grande entreprise de télécommunications française a mis fin aux transferts anonymes sur son service d'hébergement de fichiers – une fonctionnalité largement utilisée par les pédocriminels du monde entier – et supprimé les fichiers d'archive qui y avaient été précédemment déposés et qui contenaient près de 1,1 million de photos et de vidéos vérifiées et catégorisées comme étant des images d'abus pédosexuels ou des images préjudiciables/violentes. Certains de ces fichiers illégaux étaient hébergés à cet endroit depuis des années.

On comprend dès lors la puissance de Projet Arachnid : notre suite d'outils centrés sur les victimes pour lutter contre la prolifération croissante des images d'abus pédosexuels sur Internet. En date de janvier dernier, après cinq années d'existence, Projet Arachnid avait mené à la suppression de six millions d'images d'abus pédosexuels par plus de 1000 fournisseurs de services électroniques dans une centaine de pays. Plus de 10 millions de demandes de suppression d'images d'abus pédosexuels ont été envoyées dans le monde entier. Nous avons maintenant un arriéré de 45 millions d'images suspectes à faire examiner par l'équipe internationale d'analystes, à laquelle la Nouvelle-Zélande et le Cambodge se sont ajoutés cette année, portant à 12 le nombre de centrales de signalement engagées dans Projet Arachnid.

Pour illustrer aux yeux du monde la dure réalité des survivant·es d'abus pédosexuels – que certain·es endurent depuis plus de 20 ans – le CCPE a lancé la campagne *Abonnés non désirés*. Cette campagne vidéo, basée sur des témoignages authentiques de survivant·es d'abus enregistrés et diffusés sur Internet, a été dévoilée à la réunion des ministres de l'Intérieur du G7 à Londres, en novembre dernier. Pour continuer d'apprendre des survivant·es et des personnes qui subissent les impacts de ces crimes horribles, nous avons également lancé une nouvelle enquête auprès des membres protecteurs des familles des survivant·es et ouvert une version abrégée de notre enquête internationale originale auprès des survivant·es.

L'école doit être un espace sûr pour tous les enfants. À cette fin, le gouvernement de l'Ontario a obligé l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OEEO) à se doter d'un programme de prévention des abus sexuels. En collaboration avec l'OEEO, le CCPE a élaboré un programme sur mesure qui a déjà été suivi par plus de 78 000 enseignant·es de l'Ontario, et ce nombre continuera d'augmenter jusqu'en septembre 2022, date limite de participation. C'est un grand pas pour les écoles de l'Ontario, et nous espérons que d'autres provinces et territoires du Canada feront de même.

Au cours des 12 derniers mois, nous avons également assisté à une recrudescence des actes de cyberviolence sexuelle envers les enfants et les adolescents. Durant la COVID-19, nous avons identifié un besoin de services de soutien de la part

des victimes, des parents et des membres du personnel scolaire, qui ne savaient pas où s'adresser pour trouver de l'aide face à l'évolution constante des crimes d'exploitation sexuelle sur Internet. Le CCPE a donc mis en place un système de soutien aux survivant·es qui réunit les forces du personnel de Cyberaide.ca et de nos services de soutien et qui met à profit nos nombreuses années d'expérience auprès des survivant·es.

Ce nouveau modèle utilise des pratiques fondées sur des données probantes pour aider les victimes et leurs familles en leur offrant du soutien et des plans d'intervention adaptés. En 2021-2022, nous avons reçu plus de 3000 demandes de soutien. Hélas, nous continuons de recevoir des appels d'enfants et d'adolescents victimes de cyberviolence qui ne disent rien à leurs parents ou à un adulte de confiance et qui ne parlent peut-être qu'à notre équipe.

La cyberviolence sexuelle envers les enfants et les adolescents est une crise de sécurité publique qui nécessite une action coordonnée des gouvernements. Tout au long de l'année, nous avons transmis des témoignages de survivant·es ainsi que des données et des rapports les concernant aux ministres de la Sécurité des pays du Groupe des cinq. Nous voulons ainsi faire en sorte que les responsables des politiques et des nouvelles lois soient bien au fait du dossier des images d'abus pédosexuels sur Internet et de la réalité des enfants et des adolescents qui subissent des violences sur certaines des plateformes de médias sociaux les plus populaires. Nous nous réjouissons de la tendance globale vers la réglementation d'Internet, mais nous savons par les appels que nous recevons tous les jours qu'il est urgent d'obliger les entreprises de technologie à protéger les enfants sur Internet, comme ils le sont hors Internet.

D'ici là, nous continuerons à faire pression pour forcer les entreprises de technologie à prendre leurs responsabilités et à prôner la transparence sur les torts causés aux enfants par leurs plateformes. Tant que des enfants se feront exploiter sexuellement sur Internet, nous lutterons pour protéger leurs droits, leur dignité et leur enfance.



Lianna McDonald

Directrice générale



Kathie King

Présidente, Conseil d'administration



**FAITS SAILLANTS
DE L'ANNÉE
2021-2022**

PROJET ARACHNID : L'ACCESSIBILITÉ DES IMAGES D'ABUS PÉDOSEXUELS SUR INTERNET

Il y a toute une chaîne de fournisseurs de services électroniques (FSÉ), de forums à images, d'hébergeurs et d'autres acteurs qui contribuent tous à leur manière à rendre les images d'abus pédosexuels accessibles sur Internet. En juin 2021, grâce aux données de Projet Arachnid, le CCPE a produit un rapport inédit qui porte un regard différent sur l'accessibilité des images d'abus pédosexuels sur Internet et la réponse des entreprises de technologie aux demandes de suppression.

Attendre de ces entreprises qu'elles investissent volontairement des ressources pour prévenir l'accessibilité des images d'abus pédosexuels, conclut le rapport, s'avère une stratégie inefficace; il faut que les gouvernements imposent une réglementation significative qui fait prévaloir la protection et le droit à la vie privée des enfants et des survivant·es.



Principaux constats :



La grande majorité des images d'abus pédosexuels détectées par Projet Arachnid **ne sont pas physiquement hébergées sur le Web clandestin**. En revanche, le Web clandestin sert de véhicule principal pour diriger les internautes vers des endroits où trouver de telles images sur le Web visible.



Projet Arachnid fait la preuve de son efficacité avec un délai de suppression médian de 24 heures. Il est toutefois troublant de constater que 10 % des images signalées sont restées en ligne plus de sept semaines (42 jours) avant de devenir inaccessibles.



Dans l'ensemble, les images d'adolescents plus âgés (à l'état post-pubère) **mettent beaucoup plus de temps** à être supprimées que les images de victimes plus jeunes (à l'état prépubère).

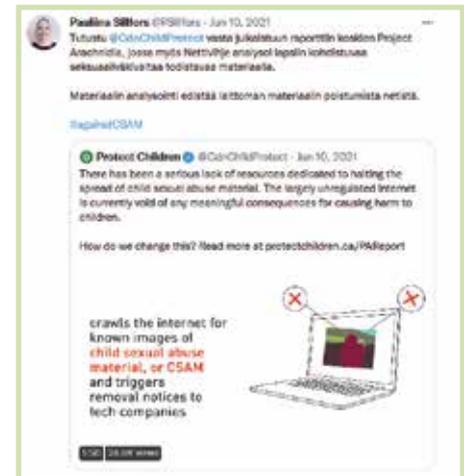


Près de la moitié (48 %) des images pour lesquelles Projet Arachnid a envoyé une demande de suppression avaient déjà été signalées au même fournisseur de services auparavant.

Sur la base des millions de demandes de suppression qu'il a envoyées et le suivi des réponses, le CCPE a formulé des recommandations dans le but d'aider les décideurs à élaborer des cadres réglementaires efficaces pour lutter contre les images d'abus pédosexuels et les images préjudiciables/violentes sur Internet. On peut lire le rapport intégral à protegeonsnosenfants.ca/RapportPA

Soutien mondial pour notre rapport

Notre rapport a reçu le soutien d'alliés, d'organisations et de citoyens du monde entier.

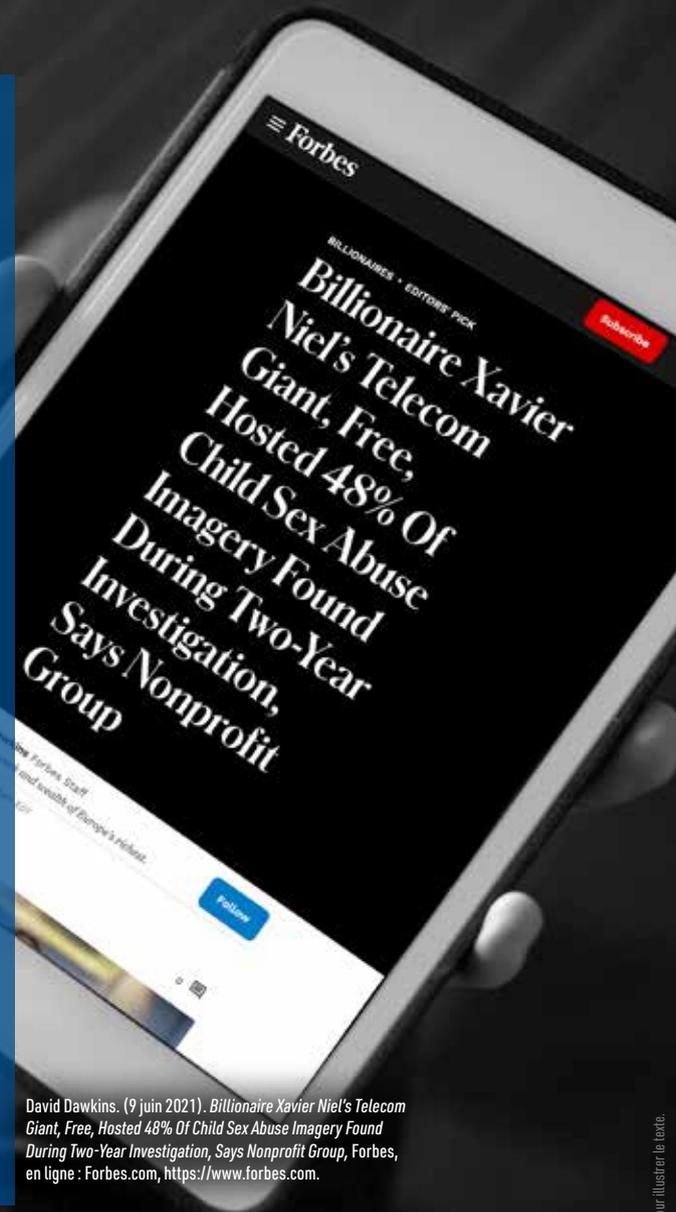


LE POUVOIR DES MÉDIAS : SUPPRESSION MASSIVE D'IMAGES D'ABUS PÉDOSEXUELS APRÈS LA PUBLICATION DES DONNÉES DU PROJET ARACHNID PAR LE MAGAZINE FORBES

De 2018 à 2020, Projet Arachnid a détecté quelque 18 000 fichiers d'archive contenant collectivement quelque 1,1 million d'images assimilables en apparence à des images d'abus pédosexuels ou à des images préjudiciables/violentes sur un service public d'hébergement de fichiers relevant de l'opérateur de télécommunications français Free. Les utilisateurs pouvaient y déposer de gigantesques fichiers contenant des collections d'images et les protéger par mot de passe, le tout sans avoir à s'inscrire ou à donner leurs renseignements personnels, ce qui explique probablement la popularité de ce service comme plateforme de distribution d'images d'abus pédosexuels.

À partir de 2018, le CCPE a commencé à communiquer avec des employés de Free et à leur fournir des listes de liens directs menant à des fichiers d'archive hébergés sur leurs serveurs et contenant des images d'abus pédosexuels. Projet Arachnid a continué d'envoyer des demandes de suppression à Free pour chaque nouvelle détection d'images d'abus pédosexuels et d'images préjudiciables/violentes. Selon les données de Projet Arachnid en date du 18 mai 2021, près de 3000 fichiers d'archive ayant donné lieu à des demandes de suppression durant les trois années de la période étudiée étaient toujours publiquement accessibles. Le CCPE a dévoilé ces résultats dans un rapport paru en 2021 sous le titre *Projet Arachnid : L'accessibilité des images d'abus pédosexuels sur Internet*. Ce rapport a été suivi par la publication sur Forbes.com d'un article largement consacré à Free et dans lequel ses propriétaires sont nommés.

Dans les 10 heures qui ont suivi la publication de cet article, le site d'hébergement de fichiers a cessé d'accepter les fichiers venant d'utilisateurs anonymes, mettant ainsi un frein à son utilisation pour la distribution d'images d'abus pédosexuels. Quelques jours plus tard, tous les fichiers précédemment signalés par Projet Arachnid ont été rendus inaccessibles, ce qui a eu pour effet d'enlever 1,1 million d'images d'abus pédosexuels d'Internet.



David Dawkins. (9 juin 2021). Billionaire Xavier Niel's Telecom Giant, Free, Hosted 48% Of Child Sex Abuse Imagery Found During Two-Year Investigation, Says Nonprofit Group, Forbes, en ligne : Forbes.com, <https://www.forbes.com>.

DEUXIÈME ÉDITION DE L'ENQUÊTE INTERNATIONALE AUPRÈS DES SURVIVANT-ES ET NOUVELLE ENQUÊTE AUPRÈS DES FAMILLES

Personne ne connaît mieux les besoins particuliers des survivant·es d'abus pédosexuels avec prise d'images que les victimes de ce crime horrible. Pour en savoir plus sur les impacts des images d'abus pédosexuels et de leur distribution en ligne sur la vie des victimes, le CCPE a lancé deux nouvelles enquêtes internationales auprès des survivant·es et de leurs parents protecteurs.

La deuxième édition de l'Enquête internationale du CCPE auprès des survivant·es et la nouvelle Enquête auprès des parents protecteurs visent à mieux comprendre la réalité des survivant·es et de leurs familles, notamment en ce qui concerne leur bien-être physique et mental et leur sécurité (p. ex. certaines victimes se font harceler sur Internet pendant des années après les abus) et leurs efforts pour faire supprimer leurs images d'Internet.

Les résultats serviront de base pour améliorer la sensibilisation et la formation des professionnels en matière d'abus pédosexuels, élaborer des solutions globales pour affirmer les droits et les besoins particuliers des victimes, et donner une voix aux survivant·es et à leurs familles dans la conversation sur l'épidémie d'images d'abus pédosexuels sur Internet.

À L'ÉCOUTE DU MONDE

Les questionnaires d'enquête ainsi qu'une partie des messages diffusés sur les médias sociaux ont été publiés en français, en anglais, en espagnol, en néerlandais et en allemand pour assurer la diversité des voix, des cultures et des témoignages.

Au terme de l'exercice financier 2021-2022, nous avons reçu des réponses de **230 survivant·es¹** et **18 parents protecteurs** venant de nombreux pays dont le Canada, les États-Unis, l'Autriche, l'Australie, la France, le Mexique, l'Allemagne, l'Inde, la Suède, les Pays-Bas et les Philippines.

Les survivant·es et les personnes qui les côtoient n'ont pas tardé à relayer l'information et à souligner l'importance de ces enquêtes :



¹ Ce chiffre comprend les 150 survivant·es qui ont répondu à l'enquête initiale et les 180 autres qui ont répondu à la deuxième édition.



Photo de mannequin. Pour illustrer le texte.

L'ONTARIO : UN MODÈLE POUR LA PROTECTION DES ENFANTS À L'ÈRE D'AUJOURD'HUI

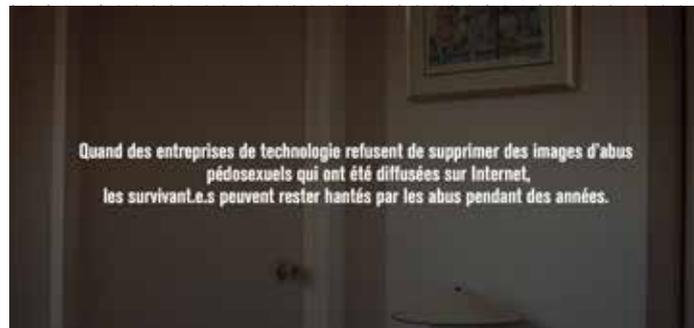
En date du 3 janvier 2022, **plus de 230 000 enseignant-es agréé-es de l'Ontario** ont eu accès à un programme de prévention des abus pédosexuels élaboré par le CCPE et déployé par l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OEEO). L'OEEO a collaboré avec le CCPE pour offrir ce programme aux enseignant-es suite à l'adoption par le gouvernement de l'Ontario d'une loi l'obligeant à se doter d'un programme de prévention des abus sexuels.

Plus de **78 000 membres de l'OEEO** ont déjà suivi le programme.

L'Ontario est désormais une province modèle au Canada pour le perfectionnement professionnel des enseignant-es en matière de prévention des abus sexuels d'élèves. Nous espérons que d'autres provinces lui emboîteront le pas et en profiteront pour moderniser d'autres structures de protection et se doter de normes de responsabilisation, notamment des politiques et des pratiques pour le signalement et le traitement des comportements inappropriés et des transgressions de limites.

2 Voir l'article 47.2 de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, L.O. 1996, chap. 12.

ABONNÉS NON DÉSIRÉS



« Super difficile à regarder. Pour un film muet, c'est sûr que ça en dit long. » – Commentaire sur Instagram [traduction]

Les survivant·es d'abus pédosexuels enregistrés et diffusés sur Internet continuent de se faire exploiter par toutes les personnes qui regardent et qui partagent leurs images d'abus. Pour souligner les cinq ans de Projet Arachnid, le CCPE a dévoilé une vidéo de trois minutes intitulée Abonnés non désirés, qui a été présentée en première à une réunion du G7 à Londres, en novembre 2021. Cette vidéo est basée sur des témoignages authentiques de survivant·es d'abus pédosexuels enregistrés et diffusés sur Internet. Les survivant·es vivent avec cette réalité traumatisante et horrifiante des dizaines d'années durant parce que des plateformes et des services en ligne ont le loisir d'exercer leurs activités presque sans surveillance. Plusieurs survivant·es consulté·es par le CCPE ont jugé que le message de la vidéo était à la fois puissant et conforme à la réalité.

La vidéo appelait les spectateurs à se rendre à protegeonsnosenfants.ca/changement pour s'exprimer sur ce qui devait changer et sur ce que nous pouvons faire collectivement pour soutenir les survivant·es. Plus de **410 personnes du monde entier** – depuis Oman jusqu'à l'Inde, en passant par la Pologne, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Canada et d'autres pays – ont répondu à l'appel.

« Je n'ai pas l'habitude de regarder des publicités sur YouTube, mais celle-ci en valait vraiment le coup. Je remercie et je félicite toutes les personnes à l'origine de cette formidable initiative qui pourrait sauver des millions de guerriers (pour moi, ces personnes-là ne sont pas des survivants, mais de vrais guerriers). Tout cela doit changer. » – Internaute d'Oman [traduction]

« Il faut mettre en place une législation appropriée et ce combat doit être mené au niveau mondial par des organisations mondiales. » – Internaute du Pakistan [traduction]



PROJET ARACHNID

Le 17 janvier 2022 marque le cinquième anniversaire du lancement de Projet Arachnid. Durant ces cinq années, ce puissant outil à portée mondiale a permis la suppression de **six millions d'images** d'abus pédosexuels hébergées par plus de **1000 FSÉ** répartis dans près de **100 pays**.

Depuis son lancement en 2017, Projet Arachnid a **détection 45 millions d'images suspectes** et envoyé **11 millions de demandes de suppression**³ à des fournisseurs de contenu. Mais là où Projet Arachnid s'illustre en tant qu'outil centré sur la victime, c'est en sortant les enfants et les survivant·es du cycle de la revictimisation. Le CCPE s'y est employé de diverses façons en 2021-2022, à travers Projet Arachnid :



La Nouvelle-Zélande et le Cambodge sont venus s'ajouter à l'équipe grandissante d'analystes qui, avec maintenant **12 centrales de signalement**, dispose d'une capacité et d'une efficacité supérieures pour détecter les images d'abus pédosexuels.



Nous mettons à la disposition de l'industrie la liste d'empreintes numériques d'images préjudiciables/violentes en circulation sur Internet. Ces images ne répondent pas nécessairement à une définition pénale, mais leur existence s'avère néanmoins préjudiciable aux survivant·es et aux enfants.



Nous envoyons des demandes de suppression d'images préjudiciables/violentes à l'industrie en cas de violation des conditions générales d'utilisation. Il pourrait s'agir, par exemple, d'images d'une victime connue posant vêtue ou à demi-vêtue. Depuis l'ajout de cette fonction, Projet Arachnid a **envoyé 1,5 million de demandes de suppression aux FSÉ pour de telles violations**.



Nous poursuivons le développement d'Ocelli, un autre outil de comparaison d'images, pour **gérer l'arriéré de 37 millions d'images suspectes à analyser**. À la fin de l'exercice financier, les résultats des essais réalisés s'avéraient prometteurs; nous avons notamment pu détecter dans l'arriéré des images à prioriser pour analyse.



Nous avons prêté assistance à des victimes qui avaient signalé des images d'exploitation ou d'abus pédosexuels à Cyberaide.ca en adressant des demandes de suppression par l'entremise de Projet Arachnid.

Le rythme auquel Projet Arachnid détecte les images suspectes dépasse de loin les ressources humaines disponibles pour les examiner. Au moment de la rédaction du rapport, le CCPE accusait un arriéré de plus de 32,8 millions d'images suspectes à examiner. Cet arriéré atteignait **37 millions d'images** en date de mars 2022.



3 Au 31 mars 2021.



SOUTIEN AUX SURVIVANT-ES

Notre compréhension de l'expérience des survivant-es d'abus pédosexuels avec prise d'images s'élargit avec la diversité des survivant-es qui répondent à nos enquêtes.

Le CCPE a mis au point un système qui intègre le personnel de Cyberaide.ca aux services de soutien du CCPE et qui utilise des pratiques fondées sur des données probantes pour soutenir les survivant·es au moyen d'une approche multidisciplinaire.

Rien que pour l'année 2021-2022, le CCPE a géré plus de **3000 demandes de soutien** venant de survivant·es, d'adolescents ou de leurs personnes aidantes. Le nombre de **dossiers actifs** s'élève en moyenne à **200**.

Les chargé·es de dossiers du CCPE :



conseillent les survivant·es et les parents/tuteurs protecteurs pour trouver des thérapeutes dans leur communauté;



représentent au besoin leurs intérêts auprès des instances et dans leurs démarches pour obtenir l'aide financière disponible;



les renseignent sur les précautions à prendre, notamment pour faire disparaître d'Internet des comptes et des images qui présentent un risque pour la survivante, le survivant ou sa famille. En 2021-2022, Cyberaide.ca est intervenue dans **154 cas** pour faire retirer d'Internet des comptes et des images qui présentaient un risque pour un·e survivant·e ou sa famille;



renseignent les familles sur les effets des traumatismes et les réponses traumatiques et les aident à mettre en place des mesures de protection et de surveillance dans le but de sensibiliser tout le monde et de réduire les risques de revictimisation.

GROUPES DE DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES SURVIVANT·ES

Le CCPE veut travailler en collaboration avec les survivant·es afin que leurs voix puissent changer le monde, non seulement pour les survivant·es et d'autres personnes qui vivent des situations analogues, mais aussi pour les enfants qui subissent encore des abus. En plus d'intervenir directement auprès de survivant·es, le CCPE travaille avec de nombreux groupes de défense des intérêts des survivant·es, dont :

Phoenix 11

Depuis plus de quatre ans, le CCPE travaille avec le groupe des Phoenix 11 (P11), un formidable groupe de survivantes du Canada et des États-Unis qui unissent leurs voix pour amener le monde à prendre conscience des préjudices durables causés par les abus pédosexuels sur Internet et de la nécessité de changer les choses.

En 2021-2021, le CCPE s'est montré solidaire avec les P11, qui ont su s'imposer comme porte-parole et alliées des victimes passées et présentes d'abus pédosexuels avec prise d'images :



Déclaration dans le débat sur les intentions d'Apple^{MD} face aux images d'abus pédosexuels : Les P11 ont rédigé une déclaration à l'intention d'Apple, appelant le géant de la technologie à s'investir davantage dans la détection proactive des images d'abus pédosexuels et à prendre conscience que, dans le débat sur la protection de la vie privée, la voix des survivant·es n'est pas entendue alors que leur vie privée est violée chaque fois que leurs images sont vues et partagées.



Déclaration pour l'American Professional Society on the Abuse of Children (APSAC) : Les P11 ont préparé une déclaration pour une table ronde de l'APSAC avec les forces de l'ordre concernant les entretiens judiciaires avec des enfants. Elles ont aussi apporté un éclairage précieux sur la pratique dépassée et psychologiquement nuisible de montrer aux victimes des images des abus qu'elles ont subis.



Présentation d'une déclaration de sensibilisation à un sommet de l'UE : En décembre 2021, l'Intergroupe sur les droits de l'enfant a organisé un événement de haut niveau à Bruxelles pour attirer l'attention sur les horreurs auxquelles tant d'enfants sont confrontés, notamment l'augmentation rapide des cas d'exploitation sexuelle sur Internet. La déclaration des P11 a été diffusée avant l'ouverture du premier panel, auquel participait Ylva Johansson, commissaire européenne aux affaires intérieures.

Chicago Males

Depuis un peu plus de deux ans, le CCPE travaille avec un groupe de survivants masculins dans le but d'apprendre de leur vécu et de mieux comprendre la stigmatisation sociale qui afflige les hommes victimes d'abus sexuels.

Ce groupe apporte ses idées et sa contribution à la production de nombreuses déclarations facilitées par le CCPE et formule de précieuses observations sur les rapports et les ressources du CCPE du point de vue des survivant·es.

Mères de survivant·es d'abus pédosexuels

Le CCPE continue de travailler avec un groupe de mères d'enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés sur Internet pour en savoir plus sur les difficultés que vivent encore les familles de survivant·es des années après la fin des abus physiques.

Leur apport contribue largement au développement de ressources de soutien destinées aux familles qui, souvent, ne savent pas quoi faire ni comment aider leur enfant.



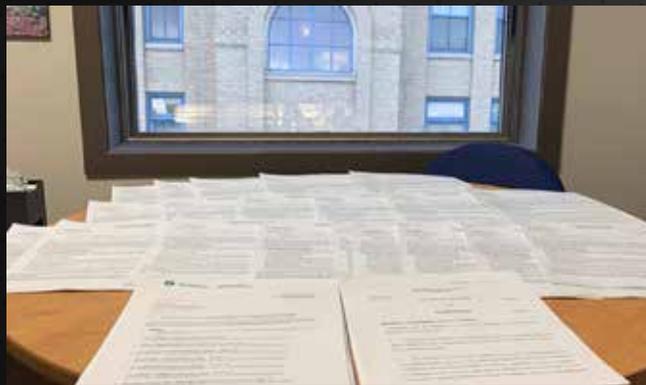
EFFORTS POUR FACILITER L'ENREGISTREMENT ET L'UTILISATION DE DÉCLARATIONS DE VICTIME ET DE DÉCLARATIONS AU NOM D'UNE COLLECTIVITÉ

Depuis 2016, le CCPE aide des survivant·es d'abus pédosexuels avec prise d'images ainsi que leurs parents ou tuteurs, selon le cas, à enregistrer des déclarations de victime (DV) et en coordonne le dépôt. Le CCPE dépose aussi des déclarations au nom de collectivités (DC), dont celle des P11.

En 2021-2022, le CCPE a soumis au moins une DV ou une DC dans environ **70 causes entendues au Canada**. Les demandes reçues en 2021-2022 font en sorte que le CCPE a maintenant déposé de telles déclarations dans chaque province et territoire du Canada, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nunavut.

Depuis janvier 2021, le CCPE enregistre une augmentation importante des demandes de présentation d'une DV ou d'une DC par rapport aux années précédentes.

- Le CCPE a déposé son plus gros dossier à ce jour en 2021-2022. Dans une même procédure, le **CCPE a déposé 20 DV différentes au nom de 24 victimes**. C'est l'une des deux procédures entendues en 2021-2022 où le CCPE a déposé 20 DV différentes.
- En 2021-2022, le CCPE a aussi préparé et soumis **deux nouvelles DV** qui ont été acceptées dans plusieurs affaires, à savoir :
 - ▶ DC sur le leurre : Cette déclaration est faite au nom des enfants et des familles du Canada, en particulier ceux et celles qui sont touchés par le crime de leurre informatique.
 - ▶ DC sur l'exploitation sexuelle commerciale et la traite de personnes : Cette déclaration est faite au nom des personnes qui ont été ou qui risquent d'être exploitées sexuellement à des fins de prostitution ou de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle avant l'âge de 18 ans.



« Ces déclarations bouleversantes et émouvantes décrivent le traumatisme et les torts causés aux victimes d'abus pédosexuels ainsi que la douleur et les impacts qu'elles subiront toute leur vie à l'idée de savoir qu'il existe des images d'elles soumises à de tels abus, que ces images ne disparaîtront jamais et qu'elles pourraient réapparaître à tout moment. Ces impacts se manifestent de diverses manières chez les victimes : traumatismes émotionnels, anxiété, peur d'être en public, peur des caméras, incapacité d'utiliser les médias sociaux, méfiance envers les gens, incapacité de développer des relations saines, automutilation et idées suicidaires et autres dommages psychologiques, physiques et économiques. »

- Le juge Schabas, à propos des deux déclarations de victime qui ont été déposées ainsi que de la déclaration au nom de la collectivité des Phoenix 11. [traduction] *R. c. Subia*, 2022 ONSC 1693, par. 35

« Dans les faits, le recours à ce type de document général est le seul moyen pour les tribunaux de mesurer véritablement les impacts de ces crimes. Les infractions de ce type ont ceci de particulier que les victimes directes – c'est-à-dire les enfants dans les images – peuvent se trouver n'importe où dans le monde et que l'on ne découvrira peut-être jamais leur identité. En toute réalité, on ne peut pas s'attendre à ce que les impacts de ces crimes sur les personnes directement touchées soient communiqués aux tribunaux au stade de la détermination de la peine à travers des déclarations individuelles de victimes. Une déclaration au nom d'une collectivité est le meilleur véhicule pour ces victimes individuelles dont les voix, le plus souvent, ne sont pas entendues au moment de déterminer la peine à imposer à ceux qui ont accédé à ces images d'elles et qui les ont partagées. »

- La juge L.A. Charbonneau à propos d'une déclaration au nom d'une collectivité déposée par le CCPE. [traduction] *R. c. Laplante*, 2021 NWTSC 29, par. 41.

Le CCPE avait reçu 21 demandes de DV/DC en 2020, mais pour la seule année 2021, ces demandes se sont chiffrées à 81, soit presque quatre fois plus.



INITIATIVES À PORTÉE MONDIALE

Les images d'abus pédosexuels sont le résultat d'un crime sans frontières qui exige une réponse mondiale.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

Le CCPE fournit régulièrement des notes d'information et d'autres données concernant le Projet Arachnid et les voix des survivant·es à l'Union européenne et au ministère de l'Intérieur (Home Office) du Royaume-Uni. En 2021-2022, le CCPE a également conseillé l'Office national pour la protection de l'enfance (National Office for Child Safety) en Australie concernant sa *Stratégie nationale de prévention et d'intervention par rapport aux abus pédosexuels*.

Projet de loi britannique sur la sécurité en ligne

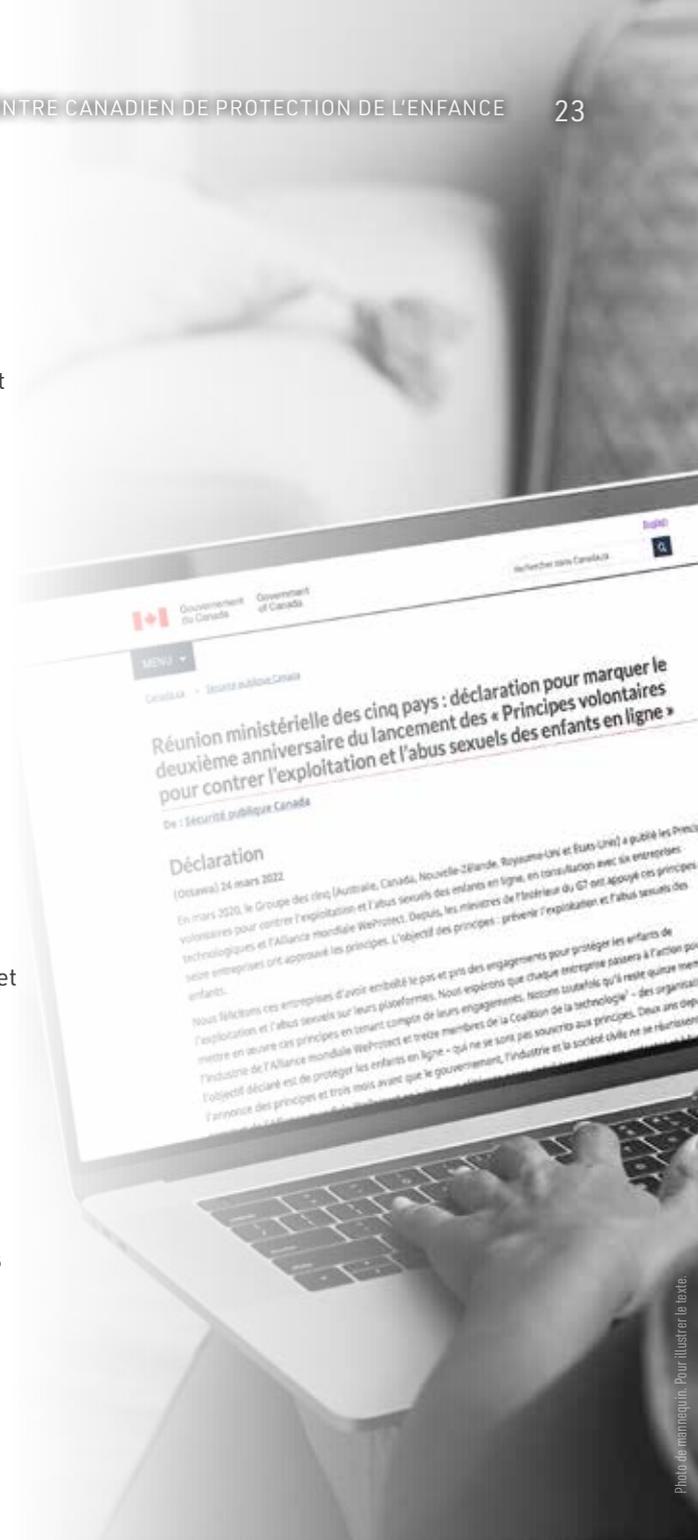
En mai 2021, le CCPE a publié une déclaration de soutien au Royaume-Uni pour son leadership et ses efforts pour mieux protéger les enfants sur Internet avec la présentation de son projet de loi sur la sécurité en ligne (*Online Safety Bill*).

Principes volontaires – Deux ans plus tard

Le CCPE a publié une déclaration applaudissant les ministres de la Sécurité du Groupe des cinq, qui ont lancé à l'occasion du deuxième anniversaire de la publication des Principes volontaires pour contrer l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne un appel à la transparence aux entreprises de technologie qui ont publiquement adhéré à ces mesures de protection. La déclaration de la réunion ministérielle, où le Projet Arachnid est mentionné comme une solution facile à adopter par les entreprises de technologie, presse aussi les entreprises qui n'ont pas encore appliqué ces Principes à agir.

Projet de loi EARN IT

En février 2022, le CCPE a publié une déclaration de soutien à une deuxième présentation du projet de loi *EARN IT* aux États-Unis. La loi responsabiliserait les entreprises de technologie responsables par rapport aux images d'abus pédosexuels hébergées sur leurs plateformes et aiderait à sortir les survivant·es du cycle de la revictimisation. Le projet de loi a reçu l'aval de la commission judiciaire du Sénat et doit maintenant être examiné par le Sénat.



COLLABORATIONS AVEC D'AUTRES ONG

Le CCPE travaille avec des organisations comme la National Society for the Prevention of Cruelty to Children, WeProtect, la 5Rights Foundation, la Child Rescue Coalition, la Carly Ryan Foundation et d'autres organisations internationales pour faire avancer le dossier de la protection et de la sécurité des enfants sur Internet.

Lettre à Facebook

La National Society for the Prevention of Cruelty to Children (Royaume-Uni) a adressé une lettre ouverte à Facebook pour exprimer ses inquiétudes vis-à-vis des pratiques de cette société en matière de protection des enfants et lui demander d'accorder plus d'importance à la protection des enfants sur ses plateformes. Le CCPE a signé cette lettre avec 59 autres organismes de protection de l'enfance pour demander au géant de la technologie plus de transparence, d'intégrité et de souci manifeste pour la protection des enfants.

Mark Zuckerberg
CEO
Facebook
1601 Willow Road
Menlo Park
CA 94025
USA



Dear Mr Zuckerberg

Friday, 15th October 2021

Facebook's approach to child protection and well-being

As a coalition of child protection organisations and experts from across the world, we are writing to express our significant concerns about Facebook's approach to protecting children from avoidable harm and abuse, including as a result of the company's commercial decisions and design choices.

The recent disclosures made by Frances Haugen and reported in the Wall Street Journal raise substantive questions about how Facebook identifies and responds to reasonably foreseeable risks across Facebook, WhatsApp and Instagram.

We strongly welcome Facebook conducting research to understand the impact of its design decisions on users, and recognise that this should form a crucial part of the approach to risk identification and mitigation by online platforms. However, by any measure, it is difficult to determine that the range of commercial and product decisions taken by the company to improve children's safety and well-being in recent years in any way correspond to the magnitude of the issues highlighted by your own research, nor the extensive evidence of actual harm gathered by the signatories of this letter.

In your Vice President of Global Affairs Nick Clegg's recent blog post, he provided welcome reassurance that "Facebook understands the significant responsibility that comes with operating a global platform. We take it seriously, we don't shy away from scrutiny and criticism. But we fundamentally reject this mischaracterisation of our work and impugning of the company's motives."

As a child protection community, let us be clear that Facebook has an industry leadership role to play. In Q2 2021, Facebook removed 25.7 million items of child sexual exploitation content. In the UK, Instagram now accounts for one-third of all grooming offences, where the platform used is known. A review of more than 350 child trafficking cases prosecuted in the United States found that less than 2% were initiated because Facebook reported them.

But the company must do significantly better to regain the trust of parents and child protection professionals, and most importantly, to ensure its product decisions contribute to rather than compromise children's safety and well-being.

This is a valuable opportunity for Facebook to demonstrate it understands the severity of harm on its services, and to reset its approach to transparent, open and constructive engagement with child protection organisations, regulators and civil society. We cannot continue with a situation in which children's needs are or appear to be secondary to commercial motivations, and in which young people's right to safety, privacy and well-being is traded off to prioritise the interests of adults and other more influential drivers.

We believe that Facebook can demonstrate its commitment to children through taking five concrete steps. Each of these measures provide Facebook with an opportunity to demonstrate that it

understands the legitimate and substantive concerns about its approach to child protection, and that it intends to act with more transparency, integrity and a clear commitment to taking more child-centred product and design decisions in future.

We specifically call on Facebook to:

1. **Share its full research on children's mental health and well-being, and grant access to its data to independent researchers, civil society organisations and regulators:** the reported findings of Facebook's research into the negative mental health impacts of Instagram are hugely concerning. Reports suggest that your research finds that one in eight UK teenage girls who have experienced suicidal thoughts self-report this relates at least in part to their usage of Instagram.

Although Nick Clegg has described the findings as "deliberately top-stick", the reality is that child protection experts should be able to judge for themselves. For that reason, we ask you to publish all relevant data on the impact of Facebook's services on children's mental health, and to do so in full.

More broadly you correctly state that "research into the impact social media has on people is still relatively nascent and evolving, and that we need to rely on an ever-growing body of multi-method research and expert input." To that end, Facebook should develop a clear unambiguous strategy to provide access to its data sets across a wide plurality of independent researchers, child protection organisations and its regulators.

We cannot build an appropriately nuanced and evidence-based assessment of the risks and benefits of Facebook's services without it, and providing only selective evidence to datasets risks undermining confidence (and indeed raises concerns about the potential for a misleading or highly partial picture to be created.)

2. **Set out what research has been conducted on how Facebook's services and design choices contribute to child sexual abuse, and publish the findings:** while recent concerns have largely focused on the mental health impacts of children using Facebook's products, there are also substantive questions about what research has been undertaken to determine how Facebook's design choices contribute to the growing scale and complexity of child sexual abuse, including the production of self-generated images and grooming.

Facebook has a substantive industry leadership role to play to proactively detect and disrupt abuse, disrupt well-established grooming pathways that start on its services, and to ensure its sites are made fundamentally safer-by-design. Facebook should share information about what research it has conducted, which design choices have been identified as problematic, and what if any design changes have been made as a result.

3. **Publish Facebook's risk assessments:** we fully agree with Mr Clegg's assessment that it "would be really worrisome if Facebook didn't do this part of research in the first place". However, the most concerning aspect of Frances Haugen's disclosure is that once the research was undertaken, it appears there was a whole insufficient response to face the issues it raised and the data was not shared publicly.

It is essential that Facebook has an effective risk identification and mitigation strategy in place, but recent allegations reinforce our concerns about its overall effectiveness. One way in which our concerns could be addressed is through publishing the data protection impact assessment which you have recently produced to comply with the UK Children's Code.

Given that the Code requires Facebook to assess the specific risks of its services, and mitigate risks including but not limited to online grooming, harmful and inappropriate content, social anxiety, self-esteem issues, bullying and peer pressure, it is reasonable to conclude all such risks were subjected to detailed research, and that these are captured in the impact assessment (along with a detailed sense of which design changes were required and made.)

4. **Provide transparency on Facebook's product regulatory reviews:** The Wall Street Journal has reported that Facebook has put on hold work on new and existing products to conduct "regulatory reviews". These will examine how Facebook may be criticised, and to ensure products don't adversely impact children. In a blog post last week, you said: "I spent a lot of time reflecting on the kinds of experiences I want my kids and others to have online, and it's very important to me that everything we build is safe but good for kids."

While we welcome the decision to proceed with a review, we invite you to share more information on the objective, timings and scope of the reviews. In particular, we encourage you to be transparent about what criteria you intend to use to assess the impact of future product changes on children; whether this will be conducted and reviewed at Executive Board level; and which independent child safety organisations were consulted on the criteria, and will be invited to participate in the work.

5. **Review the child protection implications of end-to-end encryption:** we would particularly welcome clarification on whether the proposed rollout of end-to-end encryption is one of the product changes in scope of the regulatory review.

Many of the signatories to this letter first wrote to you in February 2020 setting out our significant concerns about the impact of proceeding with end-to-end encryption before technical mitigations were developed and put in place. We reiterate our request that Facebook seeks to better balance the range of fundamental rights at stake, including children's safety and privacy, and that the company only proceeds once it can demonstrate that children's safety and well-being will not be compromised.

We were disappointed that Facebook's Board of Directors recommended shareholders voted against a proposal at this year's Annual General Meeting to assess the potential adverse impacts of proceeding with end-to-end encryption on children and young people, and on the company's reputation and social licence.

We call on you to reconsider this position. Facebook's responsibility should be geared towards protecting the needs of children and young people using its services, and an independent and transparent review would enable the company to take product decisions that demonstrably consider the best interests of children and young people, demonstrate a clear and unambiguous commitment to child safety, and build an awareness within Facebook that its welcome adoption of a human rights-based approach to product decisions is cognisant of one in three of global internet users being children.

We look forward to your constructive engagement on our concerns, and would be delighted to meet with you at the earliest opportunity to discuss them.

This letter is copied to Nick Clegg, VP of Global Affairs.

Yours Sincerely,

- The undersigned child protection organisations and experts have signed this letter:
- Professor Warren Berford, WHL Lead for Justice Enhanced Chair in Pediatric Law, Ethics & Policy – University of Colorado (affiliation for Informal Purpose Only)
 - John Cox, OBE – Children's Charities Coalition Executive Safety
 - Professor Julia Davidson OBE – Child Protection Expert
 - Professor Henry Ford – University of California, Berkeley
 - Professor Silvio Longoni OBE, FBA, FACS, FIPS, FISA – London School of Economics and Political Science
 - Dr Shira Marfatikova, Assistant Professor in Criminology – Middlesex University, Centre for Abuse and Trauma Research
 - Alison Hill, Senior Lecturer in Health Law – Aston University, Birmingham
 - Dr Michael Saylor, Scientific Associate Professor of Criminology – University of New South Wales, Sydney





CYBERAIDE.CA

Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet. Elle fournit aussi d'autres services d'intervention, de prévention et d'éducation destinés à la population canadienne.

COUP D'ŒIL SUR LES RÉSULTATS DE CYBERAIDE.CA POUR 2021-2022



18 000 signalements
du public ont été traités par Cyberaide.ca



4,3 millions de signalements
émanant de Projet Arachnid ont été traités par Cyberaide.ca



744 000 pages vues
ont été dénombrées pour le site de Cyberaide.ca
et ses sites associés



2,8 millions d'images
ont été vérifiées par les analystes de Cyberaide.ca
et d'autres centrales de signalement à l'étranger



Photo de mannequin. Pour illustrer le site.

UN SITE MODERNISÉ POUR UN SOUTIEN PLUS ADAPTÉ

En septembre 2022, Cyberaide.ca fêtera ses 20 ans à titre de centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet. Pierre angulaire du programme depuis 2002, notre site Web offre aux jeunes et aux adultes un moyen sûr de signaler des cas de cyberviolence sexuelle et de trouver du soutien.

En novembre 2021, le CCPE a lancé une version modernisée du site avec une fiche de signalement revue et simplifiée qui offre des options de signalement spécialisées et qui nous permet d'aiguiller les jeunes et les familles du Canada vers des services de soutien adaptés à leurs besoins. Cyberaide.ca **traite des milliers de signalements** par mois, d'où l'importance de faciliter le plus possible la prise en charge des jeunes ou des familles en situation de crise.

Dans bien des cas, Cyberaide.ca est en outre le premier point de contact pour les survivant·es de cyberviolence sexuelle. Le nouveau site explique clairement comment notre équipe peut intervenir auprès des survivant·es pour les aider à réduire l'accessibilité de leurs images par l'entremise de Projet Arachnid et les mettre en relation avec des services de soutien internes et externes.

Le site contient aussi de l'information sur les risques émergents pour les enfants et les adolescents, les recherches menées par le CCPE, ses initiatives de sensibilisation et ses ressources d'éducation et de prévention âge par âge, qui aident à protéger les enfants sur Internet depuis 2002.



VICTOIRES LIÉES AUX SIGNALEMENTS DU PUBLIC

Pour l'année 2021-2022, Cyberaide.ca est au courant de **23 arrestations** en lien avec un de ses signalements et de la prise en charge consécutive d'au moins **six enfants en situation d'abus**.

Exemple de cas :

Cyberaide.ca a reçu deux signalements de la part de jeunes concernant un même utilisateur de Snapchat^{MD}. Dans un cas, ce dernier aurait contraint une amie de la signalante à lui transmettre une photo nue et tenté de l'amener à se livrer à des activités sexuelles explicites avec lui. Dans l'autre cas, il se serait offert comme « papa gâteau » et aurait suggéré à sa jeune interlocutrice que ce soit leur « petit secret » après que celle-ci lui eût révélé son âge. Cyberaide.ca a retransmis les signalements à la section de la Police provinciale de l'Ontario (PPO) chargée de l'exploitation sexuelle des enfants. La PPO a par la suite identifié le suspect à la suite d'une enquête et procédé à son arrestation sous plusieurs chefs d'infractions sexuelles. Selon la police, le suspect aurait eu des conversations sexuellement explicites sur les médias sociaux avec plusieurs victimes âgées de moins de 16 ans. L'enquête a également révélé qu'il aurait rencontré des victimes à plusieurs reprises et les aurait agressées sexuellement.

Alertes précédentes

Réalité dangereuse : Ce que tout parent doit savoir sur le métavers

2 MARS 2022



Piratage de comptes Snapchat® ou menaces de piratage à des fins de sextorsion

17 DÉCEMBRE 2021



Multiplication alarmante des tactiques de sextorsion contre des ados

8 OCTOBRE 2021



Les cas de sextorsion contre les garçons continuent d'augmenter

24 SEPTEMBRE 2021



De nouvelles tactiques de sextorsion signalées à Cyberaide.ca

13 AVRIL 2021



ALERTES CYBERAIDE.CA

Les Alertes Cyberaide!ca^{MC} servent à mettre le public en garde contre les utilisations malveillantes du numérique et à faire connaître de nouvelles ressources pour mieux protéger les enfants. En 2021-2022, Cyberaide.ca a lancé **cinq Alertes Cyberaide.ca**, dont la plupart portaient sur les tactiques de plus en plus inquiétantes utilisées pour sextorquer des adolescents.

ENGAGEMENT AVEC LES CORPS DE POLICE

Les corps de police sont des alliés essentiels pour Cyberaide.ca dans l'accomplissement de sa mission. Le CCPE a des accords formels avec de nombreux corps de police, dont **28 protocoles généraux, trois protocoles à l'échelle du service, trois protocoles d'entente concernant Projet Arachnid et quatre contrats de licence**. Ces accords permettent aux forces policières de tirer parti des grands programmes, des ressources et des formations de perfectionnement professionnel du CCPE, qui s'appuient sur les activités de Cyberaide.ca.

En 2021-2022, le CCPE a distribué aux corps de police du Canada près de **125 000 ressources d'éducation et de prévention** en format papier et ouvert **575 comptes** leur permettant d'accéder à des ressources en ligne, notamment des leçons sur la sécurité en ligne pour les ados et des présentations pour les parents ainsi que des leçons sur la prévention des abus pédosexuels.

La protection des enfants contre l'exploitation sur Internet passe par la collaboration avec les forces de l'ordre, et le CCPE salue l'engagement de la GRC envers la protection des enfants.



En mars 2022, le CCPE a reçu la visite de Paul Boudreau de la GRC (DG des Opérations techniques, Services de police spécialisés) et du surintendant Gordon Sage (DG des Services d'enquêtes spécialisées et de nature délicate).



ÉDUCATION ET PRÉVENTION

FAITS SAILLANTS 2021-2022



410 000 exemplaires de nos ressources d'éducation et de prévention ont été distribués à travers le Canada.

Quant à nos ressources numériques :



381 100 comptes d'accès aux leçons numériques d'Enfants avertis^{MD} ont été créés pour des enseignant-es de partout au pays



10 900 enseignant-es ont eu accès aux leçons de sécurité en ligne pour la 3^e à la 8^e année/2^e secondaire



10 200 enseignant-es ont eu accès aux leçons sur la prévention des abus pédosexuels



329 000 utilisateurs, dont les **230 000 membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario**, ont eu accès aux programmes **Priorité Jeunesse^{MD}** (Formation sur la prévention des abus pédosexuels pour les personnes qui travaillent avec des enfants, **Priorité Jeunesse pour entraîneurs** et **Priorité Jeunesse : Introduction à la protection des enfants contre les abus sexuels**).



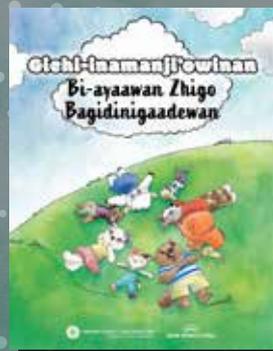
3280 participants – parents, enseignant-es et autres employé-es d'autres organismes de services à l'enfance – ont été rejoints à travers **43 webinaires Zoom^{MC}**.



LES ÉMOTIONS FORTES SONT PASSAGÈRES

En réaction à la guerre en Ukraine, notre allié finlandais Suojellaan Lapsia ry a traduit notre très populaire livre d'histoires *Les émotions fortes sont passagères* en ukrainien et en russe pour le CCPE et New Directions. Nous en avons imprimé plus de **1000 exemplaires** pour les réfugiés fuyant vers le Manitoba et les avons remis principalement au centre d'accueil de l'Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba. Suojellaan Lapsia ry a aussi imprimé plus de **500 exemplaires** pour les distribuer dans plusieurs centres de réfugiés en Finlande.

Cette initiative a suscité l'attention des médias, et les nombreuses entrevues accordées par notre directrice de l'éducation, Noni Classen, ont incité des membres du public à faire des dons pour nous permettre d'imprimer encore plus de livres.



Le Toba Centre for Children and Youth (Toba Centre) du Manitoba a aussi financé l'impression du livre *Les émotions fortes sont passagères* en ojibwé et en cri. Le Toba Centre a distribué les **400 exemplaires** aux familles qui bénéficient de son soutien.

NOUVELLES RESSOURCES

Soutenir les enfants et les adolescents victimes de violence sexuelle : En ligne et hors ligne

En 2021-2022, le CCPE a publié trois nouvelles ressources pour aider des adultes à soutenir des adolescents victimes de violence sexuelle en ligne et hors ligne :



La cyberviolence sexuelle contre des enfants : Réparer les dégâts explique aux parents comment soutenir leur enfant, prendre les mesures voulues pour le protéger et l'aider à reprendre le cours de sa vie et à se reconstruire.



Soutenir une jeune victime de violence sexuelle s'adresse aux enseignant·es et aux autres adultes de confiance qui interviennent auprès d'adolescents qui ont été victimes de violences sexuelles en ligne, hors ligne ou les deux.



Comment soutenir votre enfant après un épisode de violence sexuelle explique aux parents et aux autres personnes aidantes comment aider un enfant ou un adolescent à retrouver un sentiment de sécurité dans la vraie vie.

Protéger les enfants et les adolescents contre traite à des fins d'exploitation sexuelle

Le CCPE a lancé à destination des adultes qui travaillent dans les écoles et les organismes de services à la jeunesse une vidéo de formation sur les moyens de mieux protéger les jeunes contre la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Ce module de 17 minutes explique l'état de la traite au Canada, les signes à surveiller, à qui signaler ses inquiétudes et comment soutenir les jeunes.



CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Protéger les enfants et soutenir les familles, ça passe par la sensibilisation. Parmi les campagnes que nous avons menées cette année, mentionnons :

EN LIGNE NE SIGNIFIE PAS NÉCESSAIREMENT PERMANENT

Confrontés à la publication en ligne d'une photo intime, les ados s'imaginent souvent qu'il n'y a rien à faire et que leur photo restera en ligne à jamais. Cette campagne presse les ados de contacter Cyberaide.ca s'ils ont besoin d'aide pour reprendre la situation en main et d'obtenir la suppression de l'image.

Les analystes de Cyberaide.ca ont reçu plusieurs appels d'ados disant avoir décidé de demander de l'aide après avoir vu la publicité Snapchat. Une adulte s'est également manifestée après avoir vu cette publicité pour signaler un incident de distribution non consensuelle d'une image intime survenu cinq ans plus tôt, lorsqu'elle fréquentait l'école secondaire.

VOUS PENSEZ QUE QUELQU'UN S'EN PREND À VOTRE ENFANT SUR INTERNET?

Les parents sont parfois désespérés lorsqu'ils savent ou pensent que quelqu'un s'en prend à leur enfant sur Internet. Cette campagne rappelle au public que les familles canadiennes peuvent se tourner vers Cyberaide.ca pour obtenir de l'aide en cas d'exploitation sexuelle sur Internet.

Le site de Cyberaide.ca a vu sa fréquentation **augmenter de 380 %** pendant la campagne par rapport au mois précédent. À elle seule, la page du rapport a récolté plus de 20 000 vues.

Your sexual image is out there
~~FOR EVER~~
NOW

Just because it's posted,
doesn't mean it's permanent.
There is help.

cybertip.ca

SUPPORTED BY Manulife

If you are concerned
someone is hurting
your child online,
there is help.

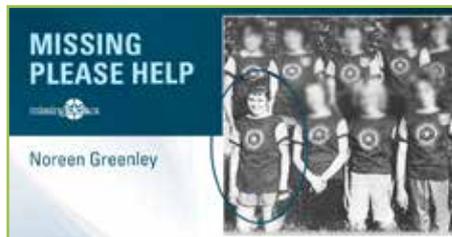
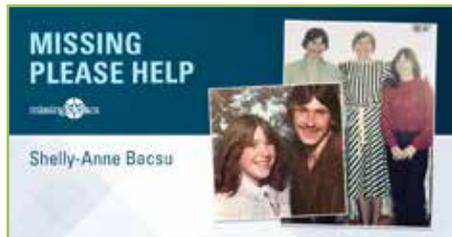
cybertip.ca

SUPPORTED BY Manulife

JOURNÉES ANNUELLES DE SENSIBILISATION

Journée des enfants disparus

Le CCPE a diffusé sur les médias sociaux de petits topos sur des cas non résolus de disparition d'enfant tirés du fichier d'EnfantsPortesDisparus.ca, à partir d'informations fournies par les familles. Nos partenaires policiers ont également aidé à faire connaître le fichier et les ressources d'EnfantsPortesDisparus.ca.



Journée de sensibilisation à Cyberaide.ca

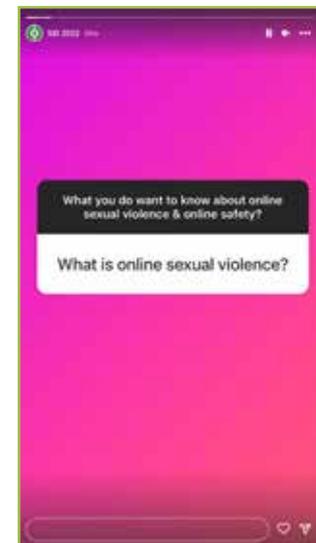
Pour l'édition 2021, Cyberaide.ca a lancé une nouvelle alerte Cyberaide.ca après avoir **constaté une augmentation de 62 % des signalements de sextorsion contre des adolescents** (en particulier des garçons de 15 à 17 ans) au cours des six mois précédents. L'alerte portait sur les tactiques des sextorqueurs et les plateformes utilisées et expliquait aux parents quoi faire si leur ado se fait prendre au piège et comment Cyberaide.ca peut aider les ados.



Journée pour un Internet plus sûr

En 2021, Cyberaide.ca a enregistré une **augmentation de 37 % des signalements de cyberviolence sexuelle contre des ados**. La situation est d'autant plus inquiétante que les tactiques utilisées contre les adolescents deviennent de plus en plus agressives. Pour l'édition 2022 de la Journée pour un Internet plus sûr, nous avons appelé les familles à parler de cyberviolence sexuelle avec leurs ados : ce que c'est, comment se sortir de situations difficiles en ligne et où trouver de l'aide.

Cyberaide.ca a aussi lancé **deux nouvelles ressources éducatives** avec des mises en situation pour aider les familles et les ados à échapper à la cyberviolence sexuelle.





**VOLONTÉ
DE PROTÉGER** |
PARTENAIRES ET SOUTIENS

PARTENAIRES FONDATEURS

Nous tenons à témoigner de notre plus grande reconnaissance à nos partenaires fondateurs pour ce qu'ils font, chacun à leur manière, pour la protection des enfants au Canada.

Bell

 **TELUS**^{MD}

Shaw)



GRANDS CONTRIBUTEURS

Nous ne saurions accomplir notre mission sans le soutien des secteurs privé et public. Nous remercions toutes les organisations avec lesquelles nous travaillons jour après jour et saluons l'importance qu'elles accordent à la protection et à la sécurité des enfants.

The logo for Bell MTS, featuring the word "Bell" in a blue serif font and "MTS" in a blue sans-serif font.The logo for Lifetouch Canada, Inc., featuring a blue square with the word "Lifetouch" in white script, followed by "Lifetouch" in a blue sans-serif font and "Canada, Inc." in a red sans-serif font below it.The logo for cwta acts, featuring the word "cwta" in a black sans-serif font above a vertical line with a teal square at the bottom, and the word "acts" in a black sans-serif font below the line.The logo for Rogers, featuring a red circular icon with a white dot inside, followed by the word "ROGERS" in a red sans-serif font.The logo for NXFA, featuring the letters "N", "X", "F", and "A" in a black sans-serif font, with "X" and "F" in yellow.

AUTRES CONTRIBUTEURS

The logo for SaskTel, featuring the word "SaskTel" in a black sans-serif font followed by a blue icon of horizontal lines.The logo for Old Navy, featuring the words "OLD NAVY" in a white sans-serif font inside a dark blue oval.The logo for Disney, featuring the word "Disney" in its signature red script font.The logo for Magnet Forensics, featuring a blue "M" icon above the words "MAGNET FORENSICS" in a black sans-serif font.

ALLIÉS GOUVERNEMENTAUX

Le soutien généreux du gouvernement du Canada aide le CCPE à faire connaître ses programmes et services à la population canadienne. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* demeure essentiel à la bonne marche de ce service national. Le Centre national de coordination de la GRC contre l'exploitation des enfants participe aussi à cette stratégie.

Le CCPE reçoit aussi le soutien du gouvernement du Manitoba en plus d'être l'organisme désigné par la Province pour recevoir les signalements faits en vertu de la Loi sur les services à l'enfant et à la famille (Manitoba) et du règlement qui en découle ainsi que pour recevoir les demandes d'aide et offrir du soutien aux termes de la *Loi sur la protection des images intimes* (Manitoba).

Certaines améliorations apportées récemment à l'initiative Projet Arachnid du CCPE ont été financées en partie par le secrétaire d'État à l'Intérieur du Royaume-Uni. L'objectif de Projet Arachnid est de favoriser la collaboration à l'échelle mondiale pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels.



**Gouvernement
du Canada**

**Government
of Canada**

Manitoba



Home Office

SOUTIEN DE FONDATIONS INTERNATIONALES

Conscientes de la portée mondiale de nos efforts, plusieurs fondations nous apportent leur soutien. Le CCPE tient à remercier ces fondations pour leur soutien financier.



ÉTATS FINANCIERS

Pour chaque dollar dépensé en 2020-2021, **95 cents ont servi à financer la mise en œuvre de programmes et services visant à protéger les enfants**



| | |
|-----|--|
| 76% | Services de soutien et d'intervention pour les enfants et les familles |
| 19% | Services de sensibilisation, d'éducation et de prévention |
| 5% | Administration |

| Exercice se terminant le | 31 mars 2022 | 31 mars 2021 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| ACTIFS | | |
| Actifs à court terme | 2 753 849 | 3 616 530 |
| Biens immobilisés | 30 020 | 51 210 |
| | 2 783 869 | 3 667 740 |
| PASSIF | | |
| Passif à court terme | 607 364 | 907 078 |
| Apports reportés | 897 628 | 1 541 721 |
| Apports reportés en immobilisations | 30 020 | 51 210 |
| | 1 535 012 | 2 500 009 |
| ACTIF NET | 1 248 857 | 1 167 731 |
| | 2 783 869 | 3 667 740 |
| REVENUS | | |
| Contributions | 3 383 192 | 3 151 675 |
| Commandites | 815 792 | 822 364 |
| Produits et services | 243 334 | 192 668 |
| Subventions | 2 794 691 | 2 023 634 |
| Dons | 292 364 | 281 726 |
| Autres | 6 264 | 8 595 |
| | 7 535 637 | 6 480 662 |
| DÉPENSES | | |
| Programmes | 7 089 205 | 6 060 062 |
| Administration | 344 116 | 252 196 |
| Amortissement | 21 190 | 23 320 |
| | 7 454 511 | 6 335 578 |
| SURPLUS | 81 126 | 145 084 |





CENTRE CANADIEN *de* PROTECTION DE L'ENFANCE ^{INC}

Aider les familles. Protéger les enfants.

 protegeonsnosenfants.ca

 [@CCPEnfance](https://twitter.com/CCPEnfance)

 Centre canadien de protection de l'enfance